

la lettre de l'Espace Documentaire

Lettre éditée par l'Observatoire de la Vie Sociale de la Salle Saint-Bruno • numéro 1 • mars 1995

Depuis plus de deux ans, l'Observatoire de la Vie sociale a développé dans les locaux de la Salle Saint-Bruno, un Espace Documentaire. On y trouve des documents sur la Goutte d'Or, des revues de sciences sociales, des cartes, des plans, des livres, des cassettes vidéo, etc. Malheureusement, faute d'information et de temps, les gens qui travaillent à la Goutte d'Or ne profitent pas assez de cette source d'information. Cette lettre - à vocation mensuelle - entend vous informer sur les documents que vous pouvez trouver à l'Espace Documentaire, mais aussi vous proposer une sélection d'articles et de revues susceptibles de vous fournir des informations ou d'alimenter votre réflexion.

Classement : les données sur la Goutte d'Or sont rassemblées

En 1994, une centaine de personnes sont passées par l'Espace Documentaire et ont laissé leur trace sur le registre. Plus de 95% d'entre-elles venaient pour consulter le fonds documentaire sur la Goutte d'Or. Mais jusqu'à présent, les données sur le quartier étaient "noyées" dans l'ensemble du fonds, et donc parfois difficiles à trouver. Depuis le 20 février, toutes les données Goutte d'Or sont rassemblées en une seule série.

Pour rationaliser le classement, les documents ont été rangés par types (ex : documents associatifs, mémoires universitaires, cassettes vidéo...), mais on peut aussi accéder par un index thématique (ex : santé, rénovation, école...).

Cette réorganisation devrait également permettre de pointer les lacunes du fonds. Grâce à votre aide, nous pourrions tenter d'y remédier. Vos archives nous intéressent...

Série G : Classement Goutte d'Or

CLASSEMENT PAR TYPES

- G I Chiffres, plans, statistiques
- G II Documents Ville de Paris / Préfecture
- G III Documents OPAC / Pacte
- G IV Documents Salle Saint-Bruno
- G V Documents des associations
- G VI Mémoires, rapports de stage
- G VII Presse
- G VIII Journaux de quartier
- G IX Livres
- G X Cassettes vidéo

CLASSEMENT PAR THÈMES

- Thème 1 Associations
- Thème 2 Chômage-Emploi-Activités économiques
- Thème 3 Commerce

- Thème 4 Culture
- Thème 5 Démographie
- Thème 6 DSQ-Commission Locale Interpartenaires
- Thème 7 Ecole-Périscolaire-Formation
- Thème 8 Enfance-Jeunesse-Animation
- Thème 9 Généralités-Ambiance-Vie du quartier
- Thème 10 Histoire
- Thème 11 Interservices de quartier
- Thème 12 Migration
- Thème 13 Police-Sécurité
- Thème 14 Politique
- Thème 15 Rénovation
- Thème 16 Santé-Toxicomanie-SIDA
- Thème 17 Troisième âge

Espace documentaire, mode d'emploi

L'Espace Documentaire dépend de l'Observatoire de la Vie Sociale.

Coordinateur de l'Observatoire : Pierre-Marie Lasbleis

La documentation est accessible du lundi au vendredi de 10h à 19h. Prendre rendez-vous avec Matthieu Keppy, appelé - service ville, ou P.M. Lasbleis.

Salle Saint-Bruno • 9, rue Saint-Bruno • 75018 Paris • Tél. : 42 62 11 13 • Fax : 42 52 22 01

■ La Goutte d'Or vue par la presse : janvier-février 95

- **alphabétisation** : Les cours d'alpha d'Accueil Goutte d'Or sont au sommaire du n° 447 de *Messages du Secours catholique*, daté de janvier 95.
- **guerre civile** : le numéro spécial du *Nouvel Observateur*, (19-25 janvier 95) consacré à l'Algérie s'est intéressé à la vision des Algériens de la Goutte d'Or ; pour Farid Aïchoune, désapprobation de la violence, boulimie d'informations, discrétion des intégristes et inquiétude pour les proches sont les sentiments dominants.
- **vol** : *Le Parisien* du 1er février 95 nous apprend que la permanence de Daniel Vaillant a été cambriolée.
- **ramadan** : la période du ramadan a attiré les journalistes à la Goutte d'Or. *Libération* (2 février), *Infomatin* (3 février) et *Télérama-Paris* (21 février) y vont de leurs bonnes adresses pour découvrir halwas, zlabia, etc.
- **modèle** : au moment de la signature du contrat de ville, Belleville demande à bénéficier du même traitement que la Goutte d'Or. *Libération* (8 février) et *Le Parisien* (11 février) en profitent pour dresser un rapide bilan de dix années de DSQ dans le quartier.
- **explosion** : *Le Parisien* (22 février) relate l'explosion qui a secoué la rue Doudeauville le 21 février dernier, à 13h45. Bilan : 4 blessés, dont 3 enfants.

■ La presse en revue : janvier-février 1995

- **crack** : *Le Monde* (28 janvier) fait état d'une étude de terrain d'un institut d'épidémiologie, l'IREP, sur la consommation de crack des prostitué(e)s parisien(ne)s. 65% des "travailleurs sexuels" interrogés disent en consommer tous les jours.
- **drogue (suite)** : *Le Parisien* (3 février) constate que la présence policière massive à Stalingrad a repoussé le trafic de drogue vers le quartier de la Chapelle.
- **transports** : *Le Parisien* du 1er février 95 annonce la naissance du ticket-jeunes à la RATP, le week-end pour les moins de 26 ans.
- **contrat de ville** : la signature du contrat de ville à Paris a donné lieu à plusieurs articles dans la presse. *Libération* (1er février) annonce la signature du contrat pour un coût global de 500 millions de francs. Il s'articulera autour de plusieurs grands thèmes : la santé, l'aide à l'insertion sociale, la jeunesse, la prévention de la délinquance, le logement et touchera 9 sites (*Libération*, 13 février et *Le Monde*, 14 février)
- **bilan** : Suite à la réunion le 7 février du comité interministériel des villes, *Le Monde* du 8 février dresse un premier bilan de la politique des quartiers du gouvernement Balladur. Une politique qui touche de plus en plus de sites : 1500 quartiers pour 215 communes sont désormais visés, parmi lesquels un certain nombre de sites plus défavorisés qui pourraient faire l'objet d'efforts particuliers. Incitation à l'emploi des jeunes, au logement social, développement des maisons de justice et de l'ilotage et réhabilitations de sites comptent parmi les mesures les plus importantes prises dans le cadre de la politique de la Ville. Par ailleurs, 18 nouvelles mesures ont été annoncées : développement des appelés du service ville, des "femmes relais", des régies de quartier, mais aussi des gardiens d'immeubles... Face à ce premier bilan, un certain nombre d'élus de toutes les tendances politiques s'interrogent et doutent des effets de l'ensemble de ces mesures. Le manque d'ambition et le risque de saupoudrage des fonds sont les critiques les plus couramment adressées.

Les abonnements de la Salle Saint-Bruno

■ Quotidiens

- Le Parisien
- Le Monde

■ Hebdomadaires

- A.S.H. (Actualités Sociales Hebdomadaires)

■ Mensuels

- Hommes et Migration
- Le 18ème du mois
- Consommation et modes de vie, CREDOC
- Service Public
- Migrants Nouvelles
- Transversales, infos-jeunes
- Ensembles, lettre de la DIV

■ Bimestriels

- La lettre du FAS
- Migration et Société

■ Trimestriel

- Migrants Formation

■ Journaux de quartier

- Paris-Goutte d'Or et La lettre de Paris-Goutte d'Or
- Alter Ego

■ La revue des revues : janvier-février 1995

• Actualités sociales hebdomadaires de février :

- les ASH du 2 février développent les mesures prises en faveur des jeunes à la suite du "questionnaire-Balladur. Un "correspondant jeunes" devrait être en particulier institué dans les commissariats de la région parisienne.
- le numéro du 9 février fait état des débats de la commission Henrion sur la dépénalisation des stupéfiants. Ses conclusions préconisent : la dépénalisation sous conditions de l'usage du cannabis, l'assouplissement de la loi du 31.12.70 (sur la répression), le renforcement de la surveillance épidémiologique et de la prévention, un meilleur accès aux soins, l'accroissement des programmes de méthadone et la création d'une agence indépendante chargée de la coordination des mesures.

Ce même numéro commente également la tenue d'un colloque sur l'intervention sociale, s'interrogeant sur la déprofessionnalisation qui la guette.

- Environ 116 000 personnes sont entrées en France à titre permanent en 1993, nous apprennent les ASH du 23 février, soit une baisse de 15%. 60% des entrées sont dues au regroupement familial. On compte par ailleurs 95 500 acquisitions de la nationalité, cette même année. Ce numéro consacre également un dossier à la justice des

mineurs. Un débat qui s'articule autour de trois axes : la redéfinition du rôle du parquet, la défense de la primauté de l'éducatif et l'augmentation des moyens de la PJJ.

• **Les cahiers de Ensembles**, la revue de la D.I.V. dressent dans leur livraison de février un premier bilan de la signature des contrats de ville. On y apprend que 214 communes ont leur contrat, qui engage l'Etat, les régions, les départements, les différents organismes sociaux, et bien sûr les communes. L'engagement initial de l'Etat est de 9,5 milliards de francs et les contrats concernent 4 thèmes : services au public, habitat et cadre de vie, développement économique, prévention de la délinquance et citoyenneté.

• **Migrations et société** de janvier-février 95 consacre son numéro à "l'Eglise catholique et l'immigration en Europe". A noter aussi la revue de presse consacrée à la circulaire Bayrou sur le voile islamique.

• **Hommes et Migrations** de février est consacré à l'immigration espagnole, et particulièrement dans le Languedoc.

Lecture : Hommes et Migrations, "Passions franco-maghrébines" numéro 1183 • janvier 1995

L'histoire des relations entre la France et le Maghreb revêt à la lecture d'*Hommes et Migrations*, des allures de grande passion tourmentée, aux accents de "je t'aime, moi non plus". Des insultes héritées de Charles Martel, aux traces insistantes de la colonisation, se dessine tout au long de ce numéro une histoire étrange, faite de domination, de peur ou de mépris. A l'heure où la crise d'Algérie fait naître de nouveaux enjeux entre les deux continents, la compréhension de ces mécanismes semble on ne peut plus impérieuse. Car ce numéro commence par un formidable constat de désamour. Avec précision, Marie Virolle décrit les conditions de précarité et de non-droit dans lesquelles sont maintenus les quelques 10 000 Algériens qui ont demandé à la France une autorisation de séjour temporaire. Des demandes qui ne débouchent plus qu'exceptionnellement sur l'attribution d'un visa et qui ne donnent ni droit au séjour, ni droit au travail. Ainsi, comme le résume Jean-Pierre Alaux, l'Algérien entré en France à cause de persécutions politiques se voit "métamorphosé en immigré économique par un coup de baguette administrative."

Bien sûr, la crise économique en France peut expliquer

ces réticences mais *Hommes et migrations* choisit de s'intéresser à d'autres types de blocages : les méfiances héritées de l'histoire, le heurt d'une identité différente dans un Etat qui s'est bâti sur le concept d'unité républicaine, mais aussi la difficile question religieuse.

Cette question renvoie à la difficile structuration d'un Islam en France. Un Islam condamné, d'après Jocelyne Cesari à une introuvable représentation, en raison de la diversité de ses visages. Comment en effet affirmer un leadership et un statut juridique, alors même qu'il y a tant de façon aujourd'hui d'être musulman en France et que l'Islam reste en grande partie encore sous influence extérieure ?

Le numéro se conclue par une analyse des pousses françaises de l'islamisme, particulièrement dans les sites où l'abandon institutionnel et les déceptions du militantisme laissent les jeunes Musulmans inquiets pour leur avenir, prêts à se rassurer dans le cadre des règles strictes fixées par les islamistes.

■ La revue des revues (suite)

Lecture : *Migrants-formation, "L'accompagnement scolaire"* numéro 99 • décembre 1994

Migrants-formation se livre dans ce numéro à une analyse fouillée des principaux enjeux de l'accompagnement scolaire, depuis que celui-ci s'est développé dans les années 80. Les activités périscolaires s'affirment de plus en plus comme un "tiers-lieu éducatif", lieu médiateur et régulateur dans la relation entre l'institution scolaire, les enfants et les familles.

L'ampleur prise par l'accompagnement scolaire entre la première circulaire de 1982 et les orientations de 1990 qui étendent ses missions à tous les milieux, rend nécessaire une interrogation sur les actions lancées, voire une véritable évaluation.

Encore faut-il savoir ce que l'on veut évaluer, et pour cela s'entendre sur les véritables missions de l'accompagnement scolaire. Selon qu'on lui assigne un simple rôle de "garde-chiourme", une mission de socialisation ou un véritable rôle pédagogique et scolaire, les enjeux de l'évaluation ne sont plus les mêmes.

L'évaluation reste de toute façon problématique au quotidien, tant il est difficile de la dégager d'un contexte de dépendance institutionnelle et financière.

Enfin, *Migrants-formation* propose des exemples d'expériences concrètes menées à Colombes, Marseille, Saint-Denis et Paris.

■ Nouveau : les études sur Château-Rouge disponibles !

Depuis plus d'un an, la SEMAVIP (ex-SOPARE-MA) a été chargée de mener les études préalables à la rénovation du quartier Château-Rouge. Les cabinets d'étude chargés des enquêtes sur l'état du bâti, le diagnostic social, l'espace public et le stationnement, et l'histoire du quartier ont achevé leurs travaux et publié leurs rapports. Ces études ont été présentées publiquement lors de la réunion du 8 février.

La majeure partie des ces études sont désormais disponibles et consultables à l'Espace Documentaire - ainsi

d'ailleurs qu'à la permanence de la SEMAVIP, 29 rue Myrha - A l'exception des informations sur le bâti, qui restent dans le détail confidentielles, on peut donc lire l'ensemble des rapports, qui fournissent des indications très précises et passionnantes sur la partie Nord du quartier

Quant à l'étude historique, menée par l'architecte Bertrand Lemoine, elle concerne l'ensemble du quartier et devrait intéresser tous ceux qui se penchent sur les origines de la Goutte d'Or.

■ Entrées : les autres nouveautés de l'Espace Doc.

- **1994 : La Goutte d'Or dans la presse**
Salle Saint-Bruno, Observatoire, janvier 1995
- **Le 18ème du Mois**, mensuel
à partir de février 1995
- **Goutte d'Or**, journal de la rénovation
OPAC, février 1995
- **Etat d'avancement des travaux** au 13 février 95
OPAC

- **Mise en œuvre à Paris du programme de lutte contre le chômage des femmes en 1994-1995**
Droits des Femmes, Préfecture
- Et bien sûr toutes les revues auxquelles l'Espace Doc est abonné.